

16^{ème} REUNION ORDINAIRE DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale de la République de Guinée a tenu sa seizième réunion ordinaire, le vendredi 13 décembre 2024, sous la Présidence de Dr Karamo KABA, Gouverneur de la BCRG, Président du Comité de Politique Monétaire.

Cette réunion a permis d'examiner l'évolution récente de l'environnement économique, tant international que national, ainsi que les perspectives de l'inflation à court et moyen termes.

Au niveau international, le Comité a relevé une stabilisation de la croissance des économies avancées qui s'est établie à 1,7 % au troisième trimestre 2024, malgré des incertitudes persistantes dues aux tensions géopolitiques.

Bien que des pressions inflationnistes subsistent, les taux d'inflation ont globalement continué de refluer, aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents et en développement.

Face à ces défis, la plupart des banques centrales ont adopté des politiques monétaires plus accommodantes pour soutenir la croissance économique, dans un contexte marqué par une grande volatilité des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi que les incertitudes géopolitiques.

Sur le plan national, le Comité a noté que l'économie guinéenne a maintenu une dynamique de croissance, atteignant 6,0 %, en glissement annuel, au troisième trimestre 2024, contre 5,2 % au trimestre précédent. Cette progression s'explique par le bon dynamisme des demandes intérieure et extérieure. Par ailleurs, l'inflation au niveau national a poursuivi son ralentissement, passant de 5,2 % en juin à 4,7 % en septembre 2024. Cependant, certaines régions, notamment Conakry, Labé et Mamou, ont enregistré des hausses, avec une inflation atteignant 8,3 % à Conakry en septembre 2024.

Dans le domaine monétaire, la masse monétaire s'est établie à GNF 65497,7 milliards à fin septembre 2024, soit un accroissement de 36,3 % en glissement annuel, portée à la fois par les avoirs intérieurs nets (45,3 %) et les avoirs extérieurs nets (10,9 %).

Quant à la liquidité bancaire en Guinée, elle est restée confortable en se chiffrant à GNF 12 624,6 milliards à fin septembre 2024, soit une progressant de 145,6 % en glissement annuel, grâce à une hausse des réserves excédentaires liée à l'augmentation des dépôts. Par rapport à fin juin 2024, la liquidité a également progressé de 9,2 %, toujours portée par les réserves excédentaires.

Sur le marché des changes, en dépit de la dépréciation du dollar, au cours du trimestre, les monnaies des pays africains ont continué à replier par rapport au dollar. Le franc guinéen n'a

pas échappé à cette dépréciation généralisée, avec un repli, sur un an, de 1,2 % sur le marché officiel (8 585,81 GNF/USD) et de 2,3 % dans les bureaux de change agréés (8 800 GNF/USD). Comparé à juin 2024, le repli a été de 0,6 % sur le marché officiel et de 1,7 % dans les bureaux de change agréés.

En matière des finances publiques, l'exécution du budget de l'État s'est soldée par un déficit budgétaire (dons compris) de 0,2 % du PIB au troisième trimestre 2024, contre un excédent de 0,4 % du PIB au trimestre précédent. En revanche, au troisième trimestre 2024, le solde primaire a enregistré un excédent de 0,1 % du PIB.

Au niveau du compte extérieur, le Comité a constaté un accroissement du besoin de financement de USD 513,92 millions, contre USD 78,78 millions au troisième trimestre 2023, résultant de la dégradation du solde des transactions courantes, malgré la stabilité de l'excédent du compte de capital.

Il résulte des transactions avec l'extérieur un accroissement des réserves internationales brutes de 5,4 %, en glissement annuel, pour s'établir à USD 1 715,64 millions à fin septembre 2024.

En termes de perspectives, l'inflation à Conakry (la plus élevée du pays) devrait poursuivre son ralentissement, atteignant en moyenne 7,6 % au quatrième trimestre 2024, puis 6,7 % au quatrième trimestre 2025, et 5,8 % au quatrième trimestre 2026.

Toutefois, les perspectives d'inflation sont soumises à des risques haussiers en 2025, notamment, au niveau international, par un prolongement des tensions géopolitiques et aux politiques fiscales et commerciales post-élection présidentielle américaine pouvant perturber les flux commerciaux mondiaux et les chaînes d'approvisionnement. Au niveau national, les effets des récentes inondations et les conditions climatiques sur la production agricole.

Au regard de l'analyse de l'évolution de la situation économique, financière et monétaire nationale et de l'environnement international, le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser de 25 points de base les principaux taux.

Ainsi, le taux directeur est fixé à 10,75 % et le coefficient des réserves obligatoires à 12,75 %.

Conakry, le 13 décembre 2024

Président du Comité de Politique Monétaire

Dr Karamo KABA